

## COMPTE RENDU

### D'INFRACTION INITIAL

PV n°

<b>VICTIME</b>	<b>Monsieur</b> né le _____ de nationalité FRANCAISE. Demeurant : _____ Téléphone domicile : _____ Communication électronique demandée : OUI - E-mail : _____ - Tél. portable : _____
<b>Préjudice</b>	Butin : _____ Dégâts : _____ Préjudice : _____
<b>INFRACTION(S)</b>	<b>MISE EN DANGER D'AUTRUI RISQUE IMMEDIAT DE MORT OU D'INFIRMITÉ PAR VIOLATION MANIFESTEMENT DELIBEREE D'UNE OBLIGATION REGLEMENTAIRE DE SECURITE OU DE PRUDENCE (12312)</b>
<b>FAIT</b>	
Date/Lieu	Entre le 01/10/2014 et le 04/02/2020 à PARIS (arrdt. non précisé)
Véhicule	
Personnes remarquées	néant.
Manière d'opérer	
Mobile	

**OBJET :**

P. V. : n°

Affaire contre X

Pièces jointes :  
Scellés : non

Le :

## PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt.  
Le quatre février, à quinze heures huit

Nous,  
GARDIENNE DE LA PAIX  
En fonction

AGENT DE POLICE JUDICIAIRE en résidence PARIS

---Étant au service,---  
---Constatons que se présente à nous Monsieur \_\_\_\_\_ qui nous déclare  
en langue française qu'il parle et qu'il comprend, avoir été victime commis depuis le  
01/10/2014, à PARIS.---  
---Dès lors, agissant en enquête préliminaire,---  
---Vu les articles 75 et suivants du code de procédure pénale,---  
---Entendons la personne ci-dessus dénommée, qui nous déclare:---  
---**Sur la victime** :---  
---"Je suis personnellement victime et agis en mon nom propre."---  
---**Sur les faits** :---  
---Depuis 2008, j'ai eu plusieurs symptômes telles que fatigues, maux de tête,  
insomnies, apraxie, aphasie, agnosie, hypo-tension, electro sensibilité, de manière  
chronique ---  
---Ces symptômes se sont aggravés depuis 2008, j'ai dû arrêter de travailler en  
2011.---  
---J'ai consulté plusieurs médecins généralistes, mais je n'ai eu aucun



W



diagnostique.---

---En 2012, Un médecin cancérologue, le Docteur BELPOMME m'a diagnostiqué comme électrosensible.---

---En 2014, une amie, m'a contacté pour me dire que son dentiste lui avait dit que les symptômes que j'avais, pouvaient venir des amalgames.---

---Elle m'a conseillé d'acheter un livre " la vérité sur les maladies émergentes" de Françoise CAMBEYRAC.---

---Dans ce livre, tous mes symptômes correspondent à une intoxication aux métaux lourds.---

---Dans ce livre, il écrit de contacter l'éditeur pour avoir une liste de médecin qui sont sensibilisés aux questions relatives à l'intoxication aux métaux lourds.---

---J'ai contacté le premier médecin, que j'ai pu consulter.---

---Il m'a expliqué que pour révéler une intoxication tissulaire chronique il fallait faire un test de provocation.---

---Une intoxication tissulaire chronique ne peut pas être révélée par une prise de sang classique.---

---Il faut prendre un traitement Chélatant avant de faire des tests.---

---Ce traitement permet de faire sortir les métaux lourds des tissus.---

---J'ai pris ce traitement puis j'ai fait un test urinaire.---

---Ce test a été fait dans un labo en Allemagne.---

---Ils font une analyse de 30 métaux, et sur les résultats, j'ai un taux trop élevé de mercure, de plomb, d'arsenic, et de cuivre.---

---Le mercure et le cuivre proviennent des amalgames.---

---Lorsque j'ai eu ces résultats en septembre 2014, j'ai contacté le centre antipoison, ils m'ont indiqué qu'ils allaient me recontacter, ce qu'ils n'ont jamais fait.---

---J'ai pris les traitements pendant 2 ans, il s'agit du DMPS.---

---En 2015, j'ai rappelé le centre anti poison suite à de nouvelle analyse, mais de nouveau ils m'ont dit qu'ils allaient me rappeler, ce qu'ils n'ont jamais fait.---

---J'ai appelé 3 ou 4 fois de nouveau le centre antipoison, à chaque fois on m'indique que l'on va me recontacter mais cela n'abouti jamais.---

---En mai 2019, j'ai de nouveau appelé, j'ai pu leur envoyer mes analyses par mail.---

---Un médecin m'a appelé, et pendant 20 min, il m'a demandé de lui expliquer.---

---Le médecin m'a demandé si j'étais chasseur ou fumeur, ce à quoi j'ai répondu non.---

---J'ai alors dit au médecin que cela provenait des amalgames, le médecin m'a alors répondu: "vous êtes sur une ligne d'urgence, au revoir".---

---Le 30/12/2019, j'ai fait des analyses d'urines dans un labo Français.---

---Mon taux de cuivre est trois fois plus élevé que la normale.---

---J'ai rappelé le centre antipoison, ils m'ont demandé de transmettre la copie des analyses par mail, et ils m'ont dit qu'il allait me rappeler, ce qu'ils n'ont jamais fait.---

---Le 27/01 vers 18h00, j'ai de nouveau appelé le centre antipoison, je les ai menacé de déposer plainte, et on m'a alors communiqué le numéro des consultations.---

---Le 28/01 vers 8h30, j'ai appelé le numéro des consultations pour avoir un rendez vous, mais la secrétaire m'a indiqué que je n'avais pas de dossier chez eux.---

---Elle m'a indiqué qu'elle allait me rappeler.---

---Lorsqu'elle m'a rappelé plusieurs heures après, elle m'a indiqué que j'avais rendez vous le 17/03/2020 à 10h00.---

---Il m'ont demandé de venir avec des urines de 24h, sans avoir pris les traitements, ce qui va faire un faux négatif.---

---**Sur le ou les auteurs.---**

---Le centre antipoison n'a pas voulu faire d'examen de contrôle ni prendre en charge mon dossier depuis 2014.---

---**Sur les témoins :---**

---"Aucun témoin ne s'est présenté à moi."---

---**Sur le préjudice :---**

---Depuis 2011, je n'ai pas pu reprendre le travail suite à mon état de santé.---

---**Sur les mentions légales :---**

---"Je dépose plainte contre personne(s) non dénommée(s) pour les faits





## COMPTE RENDU

CSP DU 17EME  
ARRONDISSEMENT DE PARIS  
DTSP75  
19-21, RUE TRUFFAUT  
75017 PARIS  
Tel : 3430  
Fax : 01 44 90 37 50

## D'INFRACTION COMPLEMENTAIRE PV n°

Code INSEE : 75117351

Origine : DTSP75 17EME ARRONDISSEMENT Numéro : Date :  
04/02/2020

### VICTIME

Monsieur

né le

de nationalité FRANCAISE,

Demeurant :

Téléphone domicile :

Autres coordonnées

Communication électronique demandée : OUI - E-mail : Tél. portable :

### Préjudice

Butin : Aucun

Dégâts : Aucun

Préjudice :

### INFRACTION(S)

MISE EN DANGER D'AUTRUI RISQUE IMMEDIAT DE MORT OU D'INFIRMITÉ PAR VIOLATION  
MANIFESTEMENT DELIBEREE D'UNE OBLIGATION REGLEMENTAIRE DE SECURITE OU DE  
PRUDENCE (12312)

### FAIT

Date/Lieu

Entre le 01/10/2014 et le 04/02/2020, PERIODE NORMALE  
à PARIS (arrdt. non précisé)

Véhicule

Personnes  
remarquées

néant.

Manière d'opérer

Mobile

SANS MOBILE APPARENT

### OBJET :

P. V. : n°

Affaire contre X

Pièces jointes :  
Scellés : non

Transmis à Monsieur le Procureur de  
la République TGI de PARIS  
CORSAUT Fabrice  
COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE DE  
POLICE  
Le :

## PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt,  
Le quinze juillet, à neuf heures cinq

Nous,  
GARDIEN DE LA PAIX  
En fonction

AGENT DE POLICE JUDICIAIRE en résidence PARIS

--- Nous trouvant au service,  
--- Vu le dossier de procédure n° en date du 04/02/2020, établi par :

--- Poursuivant l'enquête de flagrance,  
--- Vu les articles 53 et suivants du Code de procédure pénale, ---

---Étant au service,---

---Constatons que se présente à nous la personne dénommée ci-dessus, qui nous  
déclare :---

---Sur les faits:---

---"Je suis venu à votre service en date du 04-02-2020, afin de déposer plainte  
contre X pour les faits suivants : mise en danger de la vie d'autrui.---

---Je me présente à vous car j'ai des éléments nouveaux à vous communiquer.---

---Je veux joindre à ma procédure, une prise de note et une argumentation, établie





par le médecin, qu'il m'a envoyé à ma demande. Dont je vous remets copie.---

---Je précise que dans son argumentation, le médecin refuse de me traiter, en précisant qu'il agit conformément aux recommandations de bonne pratique.---

---J'ai donc demandé les informations sur les recommandations de bonne pratique.---

---Le médecin m'en a envoyé suite à ma demande.---

---Ces recommandations stipulent explicitement le contraire de ce qu'il affirme.---

---Je joins également la liste de mes 13 appels depuis le 21-07-2014, au centre anti-poisons de l'hôpital SAINT LOUIS. Au cours desquels ils ont refusé de me prendre, et en dépit des recommandations de bonnes pratiques qui recommandaient de me prendre.---

---Je maintiens mon dépôt de plainte contre personne non dénommée pour les faits précités.---

---"Je prends acte que conformément aux dispositions de l'article 15-3 alinéa 2 du Code de Procédure Pénale, vous me remettez un récépissé de déclaration et, à ma demande, un copie du présent procès-verbal de dépôt de plainte.---

---Je prends acte que je ne serai avisé des suites de l'enquête qu'en cas de recherche positive.---

---Vous m'informez des dispositions de l'article 10-2 du Code de Procédure Pénale, à savoir le droit :---

---D'obtenir la réparation de mon préjudice, par l'indemnisation de celui-ci ou par tout autre moyen adapté, y compris, s'il y a lieu, une mesure de justice restaurative ;---

---De me constituer partie civile soit dans le cadre d'une mise en mouvement de l'action publique par le parquet, soit par la voie d'une citation directe de l'auteur des faits devant la juridiction compétente ou d'une plainte portée devant le juge d'instruction ;---

---D'être, si je souhaite me constituer partie civile, assisté d'un avocat que je peux choisir ou qui, à ma demande, est désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats près la juridiction compétente, les frais étant à ma charge sauf si je remplis les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle ou si je bénéficie d'une assurance de protection juridique ;---

---D'être aidé par un service relevant d'une ou de plusieurs collectivités publiques ou par une association conventionnée d'aide aux victimes ;---

---De saisir, le cas échéant, la commission d'indemnisation des victimes d'infraction, lorsqu'il s'agit d'une infraction mentionnée aux articles 706-3 ou 706-14 du présent code ;---

---D'être informé sur les mesures de protection dont je peux bénéficier, notamment les ordonnances de protection prévues au titre XIV du livre Ier du Code Civil. Je suis également informée des peines encourues par les auteurs des violences et des conditions d'exécution des éventuelles condamnations qui pourraient être prononcées ;---

---Si je ne comprends pas la langue française, de bénéficier d'un interprète et d'une traduction des informations indispensables à l'exercice de mes droits ;---

---En cas de minorité, d'être accompagné, à ma demande, à tous les stades de la procédure, par un représentant légal ou par la personne majeure de mon choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente ;---

---De déclarer comme domicile l'adresse d'un tiers, sous réserve de l'accord exprès de celui-ci.---

---Je prends acte que vous me communiquez les renseignements relatifs aux consultations gratuites d'avocats au Tribunal de Paris, en matinée 01 44 32 49 01 ainsi que les coordonnées du bureau d'aide aux victimes situé au Tribunal de Paris, rez de chaussée, Parvis du Tribunal 75 017 Paris. Permanence du lundi au vendredi de 09h à 12h et de 13h à 18h00; téléphone (numéro vert) 0800 17 8905, un numéro fixe: 01 44 32 77 08, adresse électronique : [bav-tgi-paris@justice.fr](mailto:bav-tgi-paris@justice.fr)

---Je prends connaissance qu'il est également possible de contacter l'association Paris aide aux victimes (antenne sud Paris 13ème, téléphone : 01.45.88.18.00, courriel : [contact13@pav75.fr](mailto:contact13@pav75.fr)) ou (antenne nord Paris 17ème, téléphone : 01.53.06.83.50, courriel : [contact17@pav75.fr](mailto:contact17@pav75.fr)).---

